

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/11293]

7 FEVRIER 2019. — Décret relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Manuel scolaire, y compris un manuel scolaire numérique », un livre imprimé ou numérique destiné à l'élève et s'inscrivant dans le processus d'apprentissage, en ce compris un dictionnaire, un atlas ou une encyclopédie.

Ne sont pas considérés comme manuels scolaires au sens du présent décret, les fichiers constitués de feuilles reproductibles et les cahiers d'exercices pré-imprimés.

2° « Ressource numérique » :

« Un logiciel scolaire ou un outil numérique », un programme ou une application informatique ou l'accès à un outil numérique via un service web destinés à l'élève ou à l'enseignant, installables, exécutables et/ou consultables localement sur le matériel informatique de l'utilisateur, s'inscrivant dans le processus d'apprentissage ou fournissant des informations à caractère pédagogique;

« Une plateforme pédagogique en ligne », un service web, destiné à l'enseignant ou à l'élève, fournissant aux utilisateurs inscrits et de façon intégrée un dispositif pédagogique s'inscrivant dans le processus d'apprentissage.

3° « Un outil pédagogique », un outil pérenne, soit destiné à l'enseignant afin de l'aider dans la conception et la préparation des activités pédagogiques comme dans la mise en œuvre de celles-ci, soit destiné à l'élève afin de l'accompagner dans son processus d'apprentissage. Sont notamment considérés comme outils pédagogiques au sens du présent décret, les périodiques à vocation spécifiquement pédagogique.

4° « Un livre de littérature », un ouvrage destiné à l'élève, tant imprimé sur des supports physiques, papier, carton, autre matériau, que réalisé sous un format numérique, auquel on reconnaît une valeur esthétique. Sont notamment considérés comme livres de littérature, les genres tels la fiction textuelle et/ou graphique, le roman, le documentaire, la poésie, le théâtre, l'essai.

5° « Établissement scolaire », un ensemble pédagogique d'enseignement ordinaire ou spécialisé de niveau maternel et/ou primaire ou secondaire, organisé ou subventionné par la Communauté française, situé en un ou plusieurs lieux d'implantations placés sous la direction d'un même directeur ou d'un même chef d'établissement.

6° « Décret missions », le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

TITRE I^{er}. — *De l'acquisition des manuels scolaires, des ressources numériques, des outils pédagogiques et des livres de littérature*

Art. 3. § 1^{er}. Dans le cadre de l'acquisition des manuels scolaires, des ressources numériques, des outils pédagogiques et des livres de littérature, le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et le pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, doivent garantir :

1° Le respect des droits fondamentaux, en ce compris :

- a) les principes d'égalité et de non-discrimination tels que, notamment définis aux articles 10 et 11 de la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, et le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;
- b) Le principe de l'égalité de genre tel que notamment défini par le décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

2° La conformité avec les socles de compétences, les compétences, les savoirs et les profils de formation visés aux articles 16, 25, 35, 39, 39 bis, 44, 45 et 47 du décret missions;

3° La prise en compte des objectifs définis aux articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16 § 3, 24, 34 et 78 du décret missions. Dans ce cadre, une attention particulière est réservée à la présence de stratégies de remédiation.

§ 2. Pour le 31 décembre 2019, le Gouvernement arrête la procédure de labellisation des manuels scolaires, des ressources numériques et des outils pédagogiques dans le respect des principes visés au paragraphe 1^{er}, 1°, a et b, et établit une charte à laquelle les éditeurs de manuels scolaires devront souscrire pour pouvoir prétendre à la labellisation de leurs manuels scolaires, ressources numériques et/ou outils pédagogiques.

Le Gouvernement arrête les modalités pratiques de souscription à la charte, citée ci-dessus, par les éditeurs de manuels scolaires.

À partir du 1^{er} janvier 2020, la subvention allouée aux établissements scolaires ne sert qu'à l'achat de ces seuls manuels scolaires, ressources numériques et/ou outils pédagogiques labellisés.

§ 3. Lorsqu'un éditeur de manuels scolaires ne respecte plus les principes visés au paragraphe 1^{er}, 1°, a et b, les bénéfices de la charte lui sont retirés pour le manuel scolaire, la ressource numérique et/ou l'outil pédagogique concerné.

Dans la charte visée au § 2, le Gouvernement arrête également la procédure de retrait des bénéfices de la labellisation ainsi que les modalités de communication des références des manuels scolaires, des ressources numériques et/ou des outils pédagogiques ayant perdu ces bénéfices.

TITRE II. — Du financement de l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature

Art. 4. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement octroie et liquide annuellement des dotations en faveur de l'enseignement organisé et des subventions en faveur de l'enseignement subventionné pour un montant global de 3.657.000 euros. Ce montant est destiné à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature.

À partir de l'année 2020, le montant visé à l'alinéa précédent est indexé selon le rapport entre l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente, et adapté au prorata de l'évolution, durant les dix dernières années scolaires précédant l'année budgétaire en cours, de la population scolaire, de l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le montant de 3.657.000 euros est réparti conformément à l'article 5, § 1^{er}.

Art. 5. § 1^{er}. Tous les ans et après avoir requis l'avis motivé de la Commission de pilotage du système éducatif, le Gouvernement détermine, sur la base du montant annuel des crédits affectés à la ligne budgétaire spécifique repris à l'article 4 :

1° Le montant qui sera affecté annuellement à l'enseignement maternel ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française;

2° Le montant qui sera affecté annuellement à l'enseignement primaire ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° Le montant qui sera affecté annuellement au premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire et à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, organisé ou subventionné par la Communauté française;

4° Le montant qui sera affecté annuellement aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire ordinaire et à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, organisés ou subventionnés par la Communauté française;

5° Le montant qui sera affecté annuellement à l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2 et 3, organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement détermine le montant annuel attribué par élève de l'enseignement maternel en divisant le montant visé au § 1, 1°, par le nombre total d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier de l'année précédente, dans l'enseignement maternel, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 3. Le Gouvernement détermine le montant annuel attribué par élève de l'enseignement primaire en divisant le montant visé au § 1, 2°, par le nombre total d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier de l'année précédente, dans l'enseignement primaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 4. Le Gouvernement détermine le montant annuel attribué par élève du premier degré de l'enseignement secondaire en divisant le montant visé au § 1, 3°, par le nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier de l'année précédente, au premier degré dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 5. Le Gouvernement détermine le montant annuel attribué par élève des deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire en divisant le montant visé au § 1, 4°, par le nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier de l'année précédente, aux deuxième et troisième degrés dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 6. Le Gouvernement détermine le montant annuel attribué par élève de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, 2 et 3 en divisant le montant visé au § 1, 5°, par le nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier de l'année précédente, dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, 2 et 3, organisé ou subventionné par la Communauté française.

§ 7. Tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, organisant un enseignement maternel, reçoit une fois par année civile une intervention financière pour l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature.

Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée par le Gouvernement en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement maternel au sein de l'établissement, à la date du 15 janvier par le montant annuel visé au § 2.

§ 8. Tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, organisant un enseignement primaire, reçoit une fois par année civile une intervention financière pour l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature.

Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée par le Gouvernement en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement primaire au sein de l'établissement, à la date du 15 janvier par le montant annuel visé au § 3.

§ 9. Tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, organisant un premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire ou de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, reçoit une fois par année civile une intervention financière pour l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature.

Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée par le Gouvernement en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans le premier degré, à la date du 15 janvier par le montant annuel visé au § 4.

§ 10. Tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, organisant un deuxième et un troisième degrés de l'enseignement secondaire ordinaire ou de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, reçoit une fois par année civile une intervention financière pour l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature.

Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée par le Gouvernement en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les deuxième et troisième degrés, à la date du 15 janvier par le montant annuel visé au § 5.

§ 11. Tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, organisant un enseignement secondaire spécialisé de forme 1, 2 ou 3, reçoit une fois par année civile une intervention financière pour l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature.

Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée par le Gouvernement en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1, 2 ou 3, à la date du 15 janvier par le montant annuel visé au § 6.

Art. 6. À partir de l'année civile 2020, l'intervention financière octroyée aux établissements scolaires, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et aux pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, conformément à l'article 5, sera liquidée au plus tard le 20 janvier de l'année civile en cours. Elle couvre les dépenses admises du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année civile concernée.

Art. 7. Tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, procède à l'acquisition des manuels scolaires, des ressources numériques, des outils pédagogiques et des livres de littérature, dans le respect de la législation relative aux marchés publics.

Art. 8. § 1^{er}. Tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, ayant reçu les montants visés à l'article 5, § 7, 8, 9, 10 et 11, tient à la disposition des Services du Gouvernement aux fins de contrôle, au plus tard pour le 31 janvier de l'année suivant l'année civile pour laquelle les montants ont été accordés, les justificatifs de l'ensemble des dépenses effectuées et pendant une durée de dix ans.

§ 2. Les montants visés à l'article 5, § 7, 8, 9, 10 et 11, non-utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été accordés durant une année civile sont déclarés par tout établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, auprès des services du Gouvernement, pour le 31 janvier de l'année civile suivante.

§ 3. Si dans le cadre d'un contrôle visé au § 1^{er}, il apparaît qu'un manuel scolaire ou une ressource numérique ou un outil pédagogique non labellisé a été acquis grâce à la présente subvention, le montant de la subvention relative à l'acquisition de cet outil devra être ristourné aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours.

§ 4. Si dans le cadre d'un contrôle visé au § 1^{er}, il apparaît qu'un manuel scolaire ou une ressource numérique ou un outil pédagogique ne respectant pas les exigences visées à l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 3^o a été acquis à l'aide de la présente subvention, le montant de la subvention relative à l'acquisition de cet outil devra être ristourné aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours.

TITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 9. Les manuels scolaires, les logiciels scolaires et les outils pédagogiques ayant obtenu l'agrément conformément au décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire seront financés par la présente subvention jusqu'à la date limite de la validité de l'agrément obtenu. La liste de ces manuels scolaires, logiciels scolaires et outils pédagogiques agréés ainsi que leur date de validité resteront disponibles sur le site www.enseignement.be/manolo.

Art. 10. Les déclarations de créance et les factures qui justifient des achats effectués durant l'année civile 2018 doivent être rentrées à l'Administration désignée par le Gouvernement, pour le 31 mars 2019 au plus tard.

Art. 11. Pour l'année budgétaire 2019, les crédits visés à l'article 4 sont destinés à liquider les déclarations de créances et les factures de l'année civile 2018 rentrées entre le 12 décembre 2018 et le 31 mars 2019, au plus tard.

Le solde disponible des crédits de l'exercice 2019, après le remboursement des déclarations de créances visées à l'alinéa premier, sera octroyé aux établissements scolaires par l'Administration désignée par le Gouvernement conformément à la répartition des crédits prévue à l'article 5, § 1, 2, 3, 4, 5 et 6.

Art. 12. Dans le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, à l'article 3, il est ajouté un point 17 rédigé comme suit :

« 17. de donner un avis motivé sur la répartition des crédits destinés à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires conformément à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du décret du 7 février 2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires ».

Art. 13. Dans le même décret, à l'article 3, alinéa 1^{er}, les points 12 et 13 sont abrogés.

Art. 14. Le décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire est abrogé à la date du 1^{er} janvier 2019.

Art. 15. Le présent décret entre vigueur le 1^{er} janvier 2019, sauf l'article 13 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 7 février 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 723-1. – Amendements de commission, n° 723-2 - Rapport de commission, n° 723-3. – Texte adopté en commission, n° 723-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 723-5
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 6 février 2019.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11293]

7 FEBRUARI 2019. — Decreet met betrekking tot de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken, binnen de schoolinrichtingen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het basisonderwijs en op het secundair onderwijs, gewoon en gespecialiseerd, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder:

1 ° "Schoolboek, inclusief een digitaal schoolboek", een gedrukt of digitaal boek bestemd voor de leerling en deel van het leerproces, waaronder een woordenboek, een atlas of een encyclopedie.

Voor de toepassing van dit decreet worden bestanden bestaande uit reproduceerbare vellen en voorgedrukte werkmappen niet als schoolboeken beschouwd.

2 ° "Digitale bron":

"Een schoolsoftware of digitale tool", een computerprogramma of applet of toegang tot een digitale tool via een webdienst bestemd voor de leerling of leerkracht, installeerbaar, uitvoerbaar en / of lokaal raadpleegbaar op de computer van de gebruiker, die deel uitmaakt van het leerproces of informatie van pedagogische aard verstrekt;

"Een online pedagogisch platform", een webdienst voor de leerling of de leraar, die geregistreerde gebruikers een geïntegreerd pedagogisch instrument biedt als onderdeel van het leerproces.

3 ° "Een pedagogisch hulpmiddel", een permanent hulpmiddel, bestemd voor de leraar om hem te helpen bij de conceptie en de voorbereiding van de pedagogische activiteiten evenals bij de uitvoering ervan, of bestemd voor de leerling om hem te begeleiden in zijn leerproces. Zijn inzonderheid beschouwd als pedagogische hulpmiddelen in de zin van dit decreet tijdschriften met een specifiek pedagogisch doel.

4 ° "Een literatuurboek", een werk voor de leerling, beide gedrukt op fysieke media, papier, karton, ander materiaal dan geproduceerd in een digitaal formaat, dat als een esthetische waarde wordt erkend. Boeken, zoals tekstuele en / of grafische fictie, romans, documentaires, poëzie, toneelstukken, essays, worden inzonderheid beschouwd als literatuurboeken.

5 ° "Schoolinrichting", een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijseenheid voor gewoon of gespecialiseerd onderwijs van het kleuter- en / of lager of secundair niveau, gevestigd in een of meer vestigingen onder leiding van een dezelfde directeur of hetzelfde inrichtingshoofd.

6 ° "opdrachtendecreet", het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

TITEL I. — De aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken

Art. 3. § 1. Als onderdeel van de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken, moet het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de organiserende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, de volgende elementen garanderen:

1 ° de eerbiediging van de grondrechten, waaronder:

a) de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie, zoals inzonderheid gedefinieerd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, en het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie;

b) het beginsel van gendergelijkheid zoals inzonderheid vastgelegd in het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

2 ° de overeenstemming met de eindvaardigheden, de vaardigheden, de kennis en de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 16, 25, 35, 39, 39 bis, 44, 45 en 47 van het opdrachtendecreet;

3 ° het in aanmerking nemen van de doelstellingen bepaald in de artikelen 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16 § 3, 24, 34 en 78 van het opdrachtendecreet. In dit verband wordt speciale aandacht besteed aan de aanwezigheid van remediëringsstrategieën.

§ 2. Uiterlijk 31 december 2019 stelt de Regering de labeliseringsprocedure vast voor schoolboeken, digitale hulpmiddelen en pedagogische instrumenten overeenkomstig de beginselen bedoeld in § 1, 1 °, a en b, en stelt zij een handvest op waarmee schoolboekuitgevers moeten instemmen om in aanmerking te komen voor het labelen van hun schoolboeken, digitale bronnen en / of pedagogische hulpmiddelen.

De Regering bepaalt de praktische voorwaarden voor het toetreden tot het handvest, zoals hierboven vermeld, voor uitgevers van schoolboeken.

Vanaf 1 januari 2020 wordt de subsidie die is toegewezen aan scholen enkel gebruikt om deze gelabelde schoolboeken, digitale bronnen en / of pedagogische instrumenten aan te schaffen.

§ 3. Wanneer een uitgever van schoolboeken zich niet langer houdt aan de beginselen waarnaar wordt verwezen in paragraaf 1, 1 °, a en b, worden de voordelen van het handvest ingetrokken voor het schoolboek, de digitale bron en / of de bedoelde pedagogische instrumenten.

In het in § 2 bedoelde handvest bepaalt de Regering ook de procedure voor het intrekken van de voordelen van de labelisering alsook de nadere regels voor het communiceren van de referenties van schoolboeken, digitale bronnen en / of pedagogische hulpmiddelen die deze voordelen hebben verloren.

TITEL II. — Financiering voor de aanschaf van schoolboeken, digitale bronnen, pedagogische hulpmiddelen en literatuurboeken.

Art. 4. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten verstrekt en betaalt de Regering jaarlijkse dotaties voor georganiseerd onderwijs en subsidies voor gesubsidieerd onderwijs voor een totaalbedrag van 3.657.000 euro. Dit bedrag is bedoeld voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken.

Vanaf het jaar 2020 wordt het bedrag waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, geïndexeerd op basis van de verhouding tussen het consumentenprijsindexcijfer voor de maand januari van het lopende jaar en dat van de maand januari van het jaar daarvoor, en aangepast in verhouding tot de evolutie, gedurende de laatste tien schooljaar voorafgaand aan het lopende begrotingsjaar, van de schoolbevolking, het kleuteronderwijs, primaire en secundaire, gewone en gespecialiseerde, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het bedrag van 3 657 000 euro wordt toegewezen overeenkomstig artikel 5, § 1.

Art. 5. § 1. Elk jaar, en na het met redenen omkleed advies van de Sturingscommissie van het onderwijssysteem te hebben ingewonnen, bepaalt de Regering op basis van het jaarlijkse bedrag van de kredieten die zijn toegewezen aan de specifieke begrotingslijn vermeld in artikel 4:

1 ° het jaarlijks toe te kennen bedrag aan het gewone of gespecialiseerde kleuteronderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2 ° het bedrag dat jaarlijks wordt toegekend aan het gewone of gespecialiseerde lager onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3 ° het bedrag dat jaarlijks wordt toegekend aan de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs en aan het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

4 ° het jaarlijks toe te kennen bedrag aan de tweede en derde graden van het gewoon secundair onderwijs en aan het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

5 ° het bedrag dat jaarlijks wordt toegekend aan het gespecialiseerd secundair onderwijs van vormen 1, 2 en 3, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Regering bepaalt het jaarlijks toegekende bedrag per leerling van het kleuteronderwijs door het in § 1, 1 ° genoemde bedrag te delen door het totale aantal leerlingen dat regelmatig is ingeschreven op de datum van 15 januari van het voorgaande jaar, in het kleuteronderwijs, gewoon of gespecialiseerd, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 3. De Regering bepaalt het jaarlijks toegekende bedrag per leerling van het lager onderwijs door het in § 1, 2 ° bedoelde bedrag te delen door het totale aantal leerlingen dat regelmatig is ingeschreven op de datum van 15 januari van het voorgaande jaar, in het lager onderwijs, gewoon of gespecialiseerd, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 4. De Regering bepaalt het jaarlijks bedrag toegekend per leerling van de eerste graad van het secundair onderwijs door het in § 1, 3^o bedoelde bedrag te delen door het aantal leerlingen dat regelmatig ingeschreven is op 15 januari van het vorige jaar, in de eerste graad in het gewone onderwijs of in het gespecialiseerde secundair onderwijs van vorm 4, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 5. De Regering bepaalt het jaarlijks bedrag toegekend per leerling van de tweede en derde graden van het secundair onderwijs door het in § 1, 4^o, bedoelde bedrag te delen door het aantal leerlingen dat regelmatig op 15 januari van het vorige jaar staat ingeschreven, op de tweede en derde graden in het gewone onderwijs of in het gespecialiseerde onderwijs van vorm 4, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 6. De Regering bepaalt het jaarlijks bedrag toegekend per leerling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1, 2 en 3 door het bedrag, bedoeld in § 1, 5^o, te delen door het aantal leerlingen dat regelmatig is ingeschreven op de datum van 15 januari van het voorgaande jaar, in het gespecialiseerde onderwijs van vorm 1, 2 en 3, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 7. Elke inrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die kleuteronderwijs organiseert, ontvangt eenmaal per kalenderjaar een financiële bijdrage voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken.

Voor elke inrichting wordt de maximale financiële subsidie bepaald door de Regering door het aantal leerlingen dat regelmatig in het kleuteronderwijs in de inrichting zit, te vermenigvuldigen met het jaarlijkse bedrag als bedoeld in § 2 op 15 januari.

§ 8. Elke inrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die lager onderwijs organiseert, ontvangt eenmaal per kalenderjaar een financiële bijdrage voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken.

Voor elke inrichting wordt de maximale financiële bijdrage bepaald door de Regering door het aantal leerlingen dat regelmatig in het lager onderwijs in de inrichting zit, te vermenigvuldigen met het jaarlijkse bedrag als bedoeld in § 3 op 15 januari.

§ 9. Elke inrichting, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, die een eerste graad van gewoon secundair onderwijs of van gespecialiseerd secundair onderwijs organiseert in de vorm 4, ontvangt eenmaal per kalenderjaar een financiële bijdrage voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken.

Voor elke inrichting wordt de maximale financiële bijdrage bepaald door de Regering door het aantal leerlingen dat regelmatig in de eerste graad is ingeschreven te vermenigvuldigen, op 15 januari met het jaarlijkse bedrag als bedoeld in § 4.

§ 10. Elke inrichting, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke organiserende macht, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dat een tweede en een derde graad van het gewoon secundair onderwijs of van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, ontvangt eenmaal per kalenderjaar een financiële bijdrage voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken.

Voor elke inrichting wordt de maximale financiële bijdrage bepaald door de Regering door het aantal leerlingen dat regelmatig is ingeschreven in de tweede en derde graad, te vermenigvuldigen op 15 januari, met het jaarlijkse bedrag als bedoeld in § 5.

§ 11. Elke instelling, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1, 2 of 3 organiseert, ontvangt eenmaal per kalenderjaar een financiële bijdrage voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken.

Voor elke inrichting wordt de maximale financiële bijdrage bepaald door de Regering door het aantal leerlingen dat regelmatig wordt ingeschreven in het gespecialiseerde secundair onderwijs van vorm 1, 2 of 3 op 15 januari te vermenigvuldigen met het jaarlijks bedrag bedoeld in § 6.

Art. 6. Vanaf het kalenderjaar 2020, de financiële steun die wordt verleend aan schoolinrichtingen, aan het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en aan de inrichtende machten, aan het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, overeenkomstig artikel 5, zal uiterlijk op 20 januari ten laatste van het lopende kalenderjaar worden vereffend. Ze dekt de kosten gemaakt van 1 januari tot en met 31 december van het bedoelde kalenderjaar.

Art. 7. Elke inrichting in het onderwijssysteem georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs verwerft schoolboeken, digitale hulpbronnen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken, in overeenstemming met de wetgeving inzake overheidsopdrachten.

Art. 8. § 1. Elke inrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die de bedragen heeft ontvangen waarnaar wordt verwezen in artikel 5, § 7, 8, 9, 10 en 11, houdt, uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het kalenderjaar waarvoor de bedragen zijn toegekend, ter beschikking van de Regeringsdiensten om controledoeleinden, de bewijsstukken voor alle gedane uitgaven en voor een periode van tien jaar.

§ 2. De bedragen bedoeld in artikel 5, § 7, 8, 9, 10 en 11, die niet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor zij in een kalenderjaar zijn toegekend, worden aangegeven door elke inrichting in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, en elke inrichtende macht, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bij de diensten van de Regering, voor de 31 januari van het volgende kalenderjaar.

§ 3. Indien, in het kader van een controle als bedoeld in § 1, blijkt dat door middel van deze subsidie een schoolboek of een digitale hulpbron of een pedagogisch middel die/dat niet goedgekeurd is, werd verkregen, moet het bedrag van de subsidie voor de aanschaf van deze tool binnen de zestig dagen worden terugbetaald aan de Regeringsdiensten.

§ 4. Indien, in het kader van een controle bedoeld in § 1, blijkt dat een schoolboek of een digitale hulpbron of pedagogisch middel dat niet voldoet aan de vereisten bedoeld in artikel 3, § 1, 2^o en 3^o, is verkregen met behulp van deze subsidie, moet het bedrag van de subsidie voor de aankoop van dit instrument binnen zestig dagen aan de Regeringsdiensten worden terugbetaald.

TITEL III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 9. Schoolboeken, schoolsoftware en pedagogische tools die zijn erkend in overeenstemming met het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs, zullen door deze subsidie gefinancierd worden tot de einddatum voor de geldigheid van de verkregen erkenning. De lijst met deze schoolboeken, schoolsoftware en erkende pedagogische tools evenals hun geldigheidsdatum blijven beschikbaar op de website www.enseignement.be/manolo.

Art. 10. Verklaringen inzake vorderingen en facturen die aankopen tijdens het kalenderjaar 2018 verantwoorden, moeten uiterlijk op 31 maart 2019 bij de door de Regering aangewezen Administratie worden ingediend.

Art. 11. Voor het begrotingsjaar 2019 worden de in artikel 4 bedoelde kredieten gebruikt voor de vereffening van de vorderingen en de facturen voor het kalenderjaar 2018 die tussen 12 december 2018 en 31 maart 2019 ten laatste zijn ingekomen.

Het beschikbare saldo van de kredieten voor het begrotingsjaar 2019, na de terugbetaling van de in het eerste lid bedoelde vorderingen, wordt door de door de Regering aangewezen Administratie aan de onderwijsinrichtingen toegekend overeenkomstig de verdeling van de kredieten bedoeld in artikel 5, § 1, 2, 3, 4, 5 en 6.

Art. 12. In het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt aan artikel 3 een punt 17 toegevoegd, luidend als volgt:

"17. een met redenen omkleed advies uitbrengen over de verdeling van kredieten voor de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken, binnen schoolinrichtingen overeenkomstig artikel 5, § 1, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o en 5^o van het decreet van 7 februari 2019 met betrekking tot de aanschaf van schoolboeken, digitale hulpmiddelen, pedagogische instrumenten en literatuurboeken, binnen de schoolinrichtingen".

Art. 13. In hetzelfde decreet worden in artikel 3, lid 1, de punten 12 en 13 opgeheven.

Art. 14. Het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs, wordt op 1 januari 2019 opgeheven.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019, met uitzondering van artikel 13, dat op 1 januari 2020 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 februari 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 723-1. – Commissieamendementen, nr. 723-2. – Commissieverslag, nr. 723-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 723-4. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 723-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 februari 2019.